

**Mission d'évaluation multisectorielle/Inter-
agences à Alindao et Mobaye**

(120 et 206 km au Sud-Est de Bambari, Préfectures de la Basse Kotto)

Du 24 au 28 avril 2017

Rapport conjoint de la mission

Participants :
OMS, PAM, Espérance, I3D, COOPI, HCR et OCHA

I. Principales recommandations/points d'action de la mission

Secteurs/ Problématiques	Action/Recommandation	Responsable	Echéance
Suivi des mouvements des populations	Poursuivre l'appui / l'accompagnement au mécanisme local mis en place en marge de la mission, et encourager la mise en place de mécanismes similaires dans les autres zones de déplacement à travers la Basse Kotto (notamment les SP de Kembe et Mobaye)	CMP Bambari et OCHA	Continu
Protection	Plaidoyer pour le déploiement d'une présence de la MINUSCA à Alindao et Mingala ;	OCHA	Urgent
	Mise en place d'actions visant la recherche et la réunification familiale au sein des déplacés	Partenaires spécialisés Bambari	Sitôt que possible
	Renforcer les actions de cohésion sociale dans la zone	MINUSCA, autorités, et partenaires spécialisés	Continu
	Plaidoyer auprès de la MINUSCA pour le suivi de l'information relative à la restriction de mouvements qui serait imposée à la population de Mbo-Pouloubou	OCHA	Urgent
Santé	Suivre de près les mouvements actuels et apporter des appuis supplémentaires conséquents en médicaments essentiels à Cordaid, et en intrants nutritionnels à l'hôpital et aux autres formations sanitaires	OMS et UNICEF Bambari	Continu
	Organiser les cliniques mobiles dans les axes de concentration des déplacés, en dehors de la ville d'Alindao.	Cordaid	Urgent
	Mettre en place un mécanisme approprié pour faciliter également l'accès aux soins de santé pour les déplacés hébergés en familles d'accueil	Cordaid	Urgent
	Organiser la vaccination de routine au profit des enfants déplacés en vue de prévenir le risque d'épidémie	Cordaid et District Sanitaire d'Alindao	Urgent
	Organiser la prise en charge psycho-sociale des victimes et des témoins de violence (santé mentale).	OMS et partenaires spécialisés	Urgent
Wash	Aménager des latrines supplémentaires sur le site d'AFAPS	Cluster Wash Bambari	Urgent
	Evaluer la situation de Wash dans les quartiers d'accueil des déplacés et organiser la réponse conséquente	Cluster Wash Bambari	Sitôt que possible
Abris & NFI	Organiser l'assistance en NFI en faveurs des déplacés dans les autres axes (notamment les axes Alindao-Bingui, Alindao-Tagbalet et Dimbi-Kembe).	Acteurs du secteur Abri-NFI de Bambari	Sitôt que possible
Sécurité alimentaire	Organiser une assistance alimentaire en faveur des déplacés à Alindao et dans les axes environnants	PAM	Urgent
Education	Voir la possibilité d'organiser l'encadrement des élèves récemment déplacés à Alindao et environs pour permettre de terminer l'année scolaire ;	Groupe Education de Bambari et Inspection académique Sud-Est	Urgent
	Organiser des activités d'encadrement psychosocial des enfants non-scolarisés	Acteur Education et Protection Enfant	Sitôt que possible
Accès	Plaidoyer pour le déploiement de la MINUSCA dans la zone de Mingala en vue de faciliter l'accès des humanitaires à la zone	OCHA	Urgent
	Plaidoyer pour la réhabilitation des 4 ponts délabrés sur la route menant à l'aérodrome de Bangassou et à Zangba.	Cluster Logistique Bambari	Sitôt que possible

II. Généralités sur la mission

II.1. Contexte et justification de la mission

Depuis le déclenchement des hostilités entre la Coalition et l'UPC le 21 novembre 2016 à Bria, la zone Est de la République Centrafrique est en proie à une nouvelle escalade de la violence entre les groupes armés. Les implications, directes et indirectes de ce conflit parti de la Haute Kotto et la Ouaka sont de plus en plus en plus ressenties dans la Basse Kotto.

De manière indirecte, depuis le début de l'année des déplacements de populations fuyant suite aux combats et/ou menaces dans les préfectures voisines (Ouaka, Haute Kotto, Mbomou particulièrement) sont signalés dans la zone, de même que les mouvements d'éléments de groupes armés qui ont tendance à s'intensifier dans la Basse Kotto. Par ailleurs, depuis mars dernier des affrontements sont fréquemment rapportés dans la Sous-préfecture de Mingala, entre les éléments de l'UPC et des peuhls armés d'un côté, et des présumés éléments de la coalition et les groupes d'autodéfense (et/ou des ABs) de l'autre.

Lié à cette dynamique de conflit, des informations parvenues à la communauté humanitaire de Bambari faisaient d'une détérioration progressive de la situation humanitaire dans la zone avec, notamment, l'afflux vers Alindao et certains axes périphériques de personnes déplacées fuyant la violence dans les sous-préfectures de Bakouma (Mbomou) et Mingala (Basse Kotto).

C'est dans ce contexte que, en concertation avec les partenaires humanitaires basés à Bambari et Alindao, il a été jugé utile d'organiser la présente mission.

Objectifs de la mission :

- Evaluer les besoins liés aux déplacements récents à Alindao et environs, et à la crise actuelle de manière générale;
- Mieux comprendre la dynamique des déplacements à travers la Préfecture en vue d'entrevoir la réponse adéquate ;
- Evaluer le dispositif de réponse en place et formuler des recommandations pour les renforcements nécessaires en vue de pouvoir mieux répondre aux besoins humanitaires actuel et potentiels ;
- Renforcer les contacts entre la communauté humanitaire de Bambari et les différents acteurs basés dans la zone (humanitaires, autorités, leaders communautaires, ...) et convenir avec eux de mécanismes appropriés pour assurer un suivi conjoint de la situation humanitaire à travers la Préfecture de la basse Kotto;
- Participer à la réunion du cadre de concertation entre les autorités et humanitaires à Mobaye.

Objectifs spécifiques pour certains participants :

- OMS : Approvisionnement de Cordaid en intrants médicaux en vue de renforcer sa capacité de réponse aux besoins liés à l'afflux des déplacés à Alindao et environs
- HCR et COOPI : Suivi du mouvement de rapatriement spontané de réfugiés centrafricains de la RDC

II.3. Participants à la mission

- OMS : Christian Agoli Asamingasa (Chef de Sous-bureau Bambari);
- PAM : Guy Hubert Dappa Dimba (Agent de suivi) ;
- Espérance : Idriss Rouzougala (Assistant aux Programmes) ;
- I3D : Melvy Wilfried Gonifio (Point Focal Bambari);
- COOPI : Aurélie Yeliti (Enquêtrice), Cyrile Kangandé (Superviseur de Projet) et Jonathan Endjendji (Enquêteur) ;
- HCR : Jean-Baptiste Kassara (Assistant à la Protection) ;

- OCHA : Ghislain Djima Djaradé (National HAO) et Claude Mululu (Chef de Sous-bureau).

II.4. Activités principales de la mission

A Alindao :

- Réunion avec le Sous-préfet d'Alindao et Préfet ai de la basse Kotto ;
- Echanges avec l'équipe de Cordaid basée à Alindao ;
- Visite des structures socio-sanitaire : FOSA, points d'eau, établissements scolaires, marchés, etc.
- Visite aux déplacés regroupés au bureau de l'ONG AFAPS;
- Visites à des déplacés hébergés dans les familles d'accueil dans les quartiers d'Alindao : entretiens avec les déplacés et les populations hôtes ;
- Entretien avec les leaders communautaires (leaders religieux, responsables des groupements de femmes, associations locales, ...).
- Discussion avec le ComRégion de l'UPC pour la Basse Kotto basé à Alindao ;
- Réunion avec les différents acteurs impliqués dans l'enregistrement des déplacés pour

A Mobaye :

- Entretien avec le Sous-préfet de Mingala ;
- Entretien avec le ComSite de la MINUSCA/Maurbat ;
- Echanges avec les leaders communautaires (leaders religieux, associations locales, ...);
- Visite dans les quartiers de retour de rapatriés spontanés de la RDC ;
- Participation à la réunion du Cadre de concertation entre les humanitaires et les autorités préfectorales de la Basse Kotto.

III. Constats et informations recueillies par la mission

III.1. Situation sécuritaire :

La Préfecture de la basse Kotto est composée de 6 sous-préfectures : Alindao, Mobaye, Zangba, Satéma, Kembe et Mingala. Au cours des deux dernières années, à part quelques incidents liées à des incursions des anti-balaka dans la zone située à la limite avec la Sous-préfecture de Kouango/Ouaka, elle était restée plutôt globalement exempte de violences impliquant les groupes armés. Cela était principalement lié au fait que l'ensemble de la Préfecture était sous influence exclusive d'un seul groupe armé, l'UPC.

Depuis mars dernier, le contexte de cette préfecture connaît une nette détérioration. Et cette détérioration est plus marquée dans la Sous-préfecture de Mingala située à la limite avec les préfectures de Ouaka, Haute Kotto et Mbomou. Cette préfecture est, depuis le début du mois de mars, le théâtre d'affrontements récurrents entre les éléments de l'UPC et des anti-balaka/milices d'autodéfense. Selon une autorité locale de la zone, l'éclosion du phénomène anti-balaka/autodéfense est le résultat d'une sensibilisation de jeunes locaux par des ABs/autodéfense venus de la zone voisine d'Atongo-Bakary (Ouaka). De manière générale, schéma est le même : les ABs/autodéfenses mènent des incursions dans les villages où ils s'attaquent non seulement aux positions de l'UPC mais aussi aux ressortissants de la communauté peuhle et aux autres populations jugées proches de l'UPC. En retour, les éléments de l'UPC et/ou les éleveurs peuhls armés organisent des représailles dans les villages d'où les ABs/autodéfense sont supposés mener leurs attaques. Parti de la localité de Mabissi (à la limite avec la Haute Kotto) ce cycle de violence a, selon le Sous-préfet de Mingala, déjà affecté plus de 80% de villages de la Commune de Kotto (une des trois communes, la plus vaste et la plus peuplée, de la SP de Mingala). Selon la même source, la plupart de ces villages ont été pillés et incendiés par les belligérants. Des exactions, allant jusqu'à des tueries seraient généralement enregistrées. Parmi les villages les plus touchés, plusieurs sources citent Morouba, Zounguiza, Kollo, Rehou 4, Sarapago et Ndrotchemba.

La détérioration de la situation dans la Sous-préfecture de Mingala est telle que le Sous-préfet, qui était une des rares autorités qui se trouvaient encore dans la zone, a dû quitter lui-même. Si aucune action n'est prise pour stopper ce cycle de violences, d'aucun redoutent que le conflit s'étende très rapidement sur les 2 autres communes de la SP de Mingala (Seleba et Siriki), voire sur les sous-préfectures d'Alindao et Kembe où un climat de psychose est en train de monter au sein de la population. Par rapport à Alindao, la localité la plus proche déjà touchée par les combats est située à environ 75 km (Batangangou), et les ABs/autodéfense auraient récemment exprimé leur intention

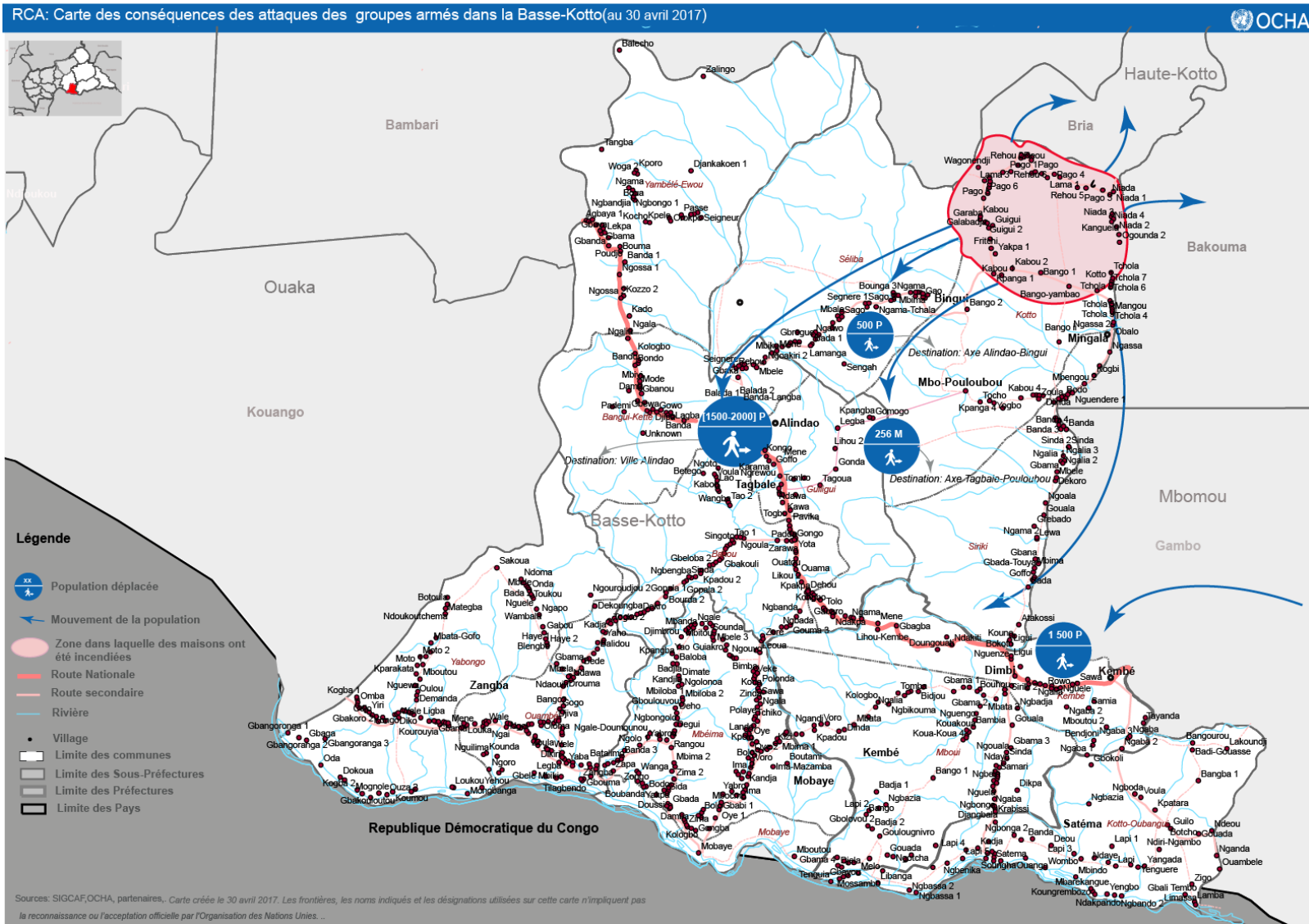
d'attaquer la localité de Pouloubou située à 60 Km d'Alindao. Cette localité serait la plus grande agglomération avant Alindao.

Présence des forces de sécurité : Selon le Préfet ai de la Basse Kotto, la présence des forces de sécurité intérieures dans son entité se résume en tout et pour tout à une présence de symbolique de 6 éléments de la Gendarmerie. Ces gendarmes n'ont généralement pas la possibilité d'exercer leur travail ; et l'insécurité croissante est telle que la plupart auraient tendance à quitter la zone. Par ailleurs, l'unique présence de la MINUSCA dans la Basse Kotto se trouve à Mobaye, très éloignée de la zone à problème (106 Km d'Alindao et environ 200 Km de Mingala). Une mission de reconnaissance de la MINUSCA (partie de Bambari) a été signalée à Alindao et Mingala au cours de la semaine passée. Les différents acteurs de la zone souhaitent voir la MINUSCA déployer une présence à Alindao et Mingala en vue de stopper le cycle de violence actuel et dissuader les exactions des groupes armés à l'endroit de la population locale.

III.2. Mouvements de populations :

- Suite aux fréquents accrochages entre groupes armés depuis mars dernier, la Sous-préfecture de Mingala (située à la limite avec les préfectures de Ouaka, Haute Kotto et Mbomou) a été vidée de plus de la moitié de sa population estimée à 28 000 habitants ; et l'exode se poursuit. La commune de Kotto (une des trois communes de ladite Sous-préfecture, et la plus peuplée), qui constitue pour l'instant le principal théâtre des affrontements, serait la plus concernée par les déplacements. Environ 80% de sa population serait déjà en fuite. Les principales destinations des déplacés sont :
 - La ville d'Alindao : 1 500 à 2 000 personnes déplacés, selon les différentes estimations ;
 - L'axe Alindao - Mbo Pouloubou (60 Km à l'Est d'Alindao sur l'axe allant vers Mingala) : 256 ménages identifiés par ACTED RRM ;
 - L'axe Alindao - Tagbalet (15 Km au sud d'Alindao : 300 PDI signalée par Caritas Alindao) ;
 - L'axe Alindao - Bingui (60 Km au Nord-Est d'Alindao) : plus de 500 personnes signalée par Caritas Alindao ;
 - L'axe Dimbi - Kembe (sur la route Alindao-Bangassou) : 1 500 personnes estimées ;Des mouvements importants auraient lieu également vers les préfectures voisines de Haute-Kotto (la localité de Gonema et axe Bria-Irrabanda), la Ouaka (Boyo, Maloum, ...) et vers le Mbomou (notamment vers la localité de Danda, à environ 77 km à l'Ouest de Bangassou).
- Outre les déplacés fuyant la Sous-préfecture de Mingala, la ville d'Alindao connaît aussi la présence de nombreux déplacés en provenance des préfectures voisines du Mbomou (suite aux affrontements de mars derniers à Bakouma et Nzako), Ouaka et Haute-Kotto. L'effectif global des déplacés arrivés dans cette ville depuis février dernier est estimé entre 2000 et 2500 personnes. Cette estimation comprend les 791 personnes, majoritairement peuhles, qui ont été enregistrées par l'ONG AFAPS à partir du 12 avril dernier. Environ 350 de ces personnes (essentiellement des ressortissants de la communauté peuhle en provenance du Mbomou) sont regroupées dans les installations de l'ONG AFAPS, tandis que les autres (la majorité) sont hébergés dans des familles d'accueil.
- La mission a constaté l'absence d'un système cohérent d'enregistrement de déplacés à Alindao. Sur proposition de la mission et en concertation avec les autorités locales et les différents acteurs actuellement impliqués dans l'enregistrement des déplacés, un groupe de travail constitué de l'ONG AFAPS, Caritas Alindao, la Mairie d'Alindao et Cordaid a été mis en place pour faire le suivi et l'enregistrement continue des déplacés. Un briefing sur la méthodologie et la fiche d'enregistrement a été fait à l'intention des acteurs en question.
- Retour spontané des réfugiés centrafricains de la RDC : Des mouvements de retour continuent à être observés à Mobaye et autres localités environnantes. Selon une mission pastorale de la Paroisse catholique de Mobaye qui a effectué une visite dans le camp de réfugiés centrafricains d'Hinke (en RDC) du 23 au 27 février dernier, seuls 14 360 réfugiés sont encore dans ce camp, contre 47 000 au début (il y a 4 ans). Toutefois, selon la mission, la plupart des réfugiés restants estiment que la situation sécuritaire dans leurs milieux d'origine n'est pas encore propice au retour. Ces personnes proviennent principalement des sous-préfectures de Mobaye et Zangba (Préfecture de la Basse Kotto), et de celle de Kouango (Préfecture de la Ouaka). Lors des focus groups (organisés par HCR et COOPI) avec des rapatriés spontanés dans la ville de Mobaye, la problématique des abris a été mentionnée également comme un des freins au retour des réfugiés.

La carte de la zone avec les villages affectés et les axes de déplacements



Mission Inter-agences à Alindao-Mobaye, du 24 au 28 avril 2017

III.3. Situation humanitaire (état des lieux et problématiques majeures par secteur + Réponse et gaps) :

Protection

Etat des lieux et problématiques majeures :

- Des exactions diverses à l'endroit des populations civiles (exécutions, extorsions, incendies de maisons, ...) sont rapportées dans la zone, en marges des affrontements entre hommes armés ;
- Dans la localité de Mbo-Pouloubou (60 Km à l'Est d'Alindao) où règnerait une vive psychose suite à une menace d'attaque des ABs, les éléments auraient interdit toute sortie de la population locale (restriction de mouvements). Toute sortie serait assujettie au paiement d'un montant variant entre 15 000 et 30 000 FCFA, et les personnes concernées ne seraient pas autorisées à partir avec des bagages. Cette décision viserait à décourager le déplacement de la population apeurée
- La surmilitarisation d'Alindao et autres grands centres de la Basse Kotto (avec la concentration d'éléments de l'UPC) constitue un grand poids économique sur les populations locales et est déjà source de beaucoup de mécontentements. Les commerçants se plaignent particulièrement de la multiplicité de taxes et collectes de fonds qui leur sont imposées. Des plaintes sont enregistrées également des chefs de villages qui sont obligés de verser des montants variables, et des voyageurs qui doivent payer pour franchir les différentes barrières (1000 FCFA pour les vélos et 500 FCFA pour les motos) ;
- En l'absence des forces de l'ordre régulières et de l'appareil judiciaire, les éléments de l'UPC se saisissent des tous les contentieux entre civils (y compris des conflits familiaux) et le règlent souvent en imposant de fortes amendes aux parties jugées fautives.
- Les déplacés peuhls arrivés de la zone de Nzako/Mbomou sont signalés au moins 3 cas d'exécutions sommaires par des hommes armés pendant leur déplacements vers Bakouma. Des cas d'extorsions de biens pendant le déplacement ont également été signalés
- Plusieurs cas de séparation de familles sont également signalés parmi les déplacés. Selon le délégué des déplacés en provenance de la zone de Nzako qui sont actuellement regroupés, ce groupe était constitué de 368 personnes au départ de Nzako. En cours de chemin, il a dû se séparer et seule 211 personnes sont arrivées à Alindao. Le délégué en question a indiqué qu'il venait d'avoir des informations selon lesquelles une partie de leurs proches qui s'étaient séparés d'eux était arrivés dans la zone de Bangassou les 22 et 23 avril.
- Une présence importante d'enfant soldats est observée dans la zone
- Cohabitation entre communautés locales : Une tension larvée est signalée entre la communauté peuhle et les autres musulmans à travers la Basse Kotto. Le leadership de l'UPC a institué dernièrement des comités dits de « sensibilisation dans le cadre du renforcement de la cohésion sociale et du retour d'une paix durable » pour la Basse Kotto et pour la ville d'Alindao. Des messages de Paix ont également été diffusés dans les églises et dans les villages, particulièrement dans les sous-préfectures de Mingala et Alindao. On note toutefois une certaine méfiance de plusieurs acteurs locaux important à l'endroit de ces initiatives.
- Présence des acteurs humanitaires du secteur dans la zone : War Child en cours d'installation à Alindao avec un projet de protection de l'Enfant (en partenariat avec l'UNICEF). On note également la présence de l'ONG Enfance Sans Frontière à Mobaye (Protection de l'Enfance).

Réponse en cours et/ou planifiée :

War Child est dans le processus d'installation d'une base à Alindao : le partenaire prévoit notamment la mise en place d'espaces d'accueil des enfants dans les quartiers et sites de concentration de déplacés.

Gaps : Absence de toute force de sécurité régulière dans les sous-préfectures d'Alindao et Mingala

	<p>Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plaidoyer pour le déploiement d'une présence de la MINUSCA à Alindao et Mingala ; - Besoin d'actions visant la recherche et la réunification familiale au sein des déplacés ; - Renforcer les actions de cohésion sociale dans la zone ; - Plaidoyer auprès de la MINUSCA pour le suivi de l'information relative à la restriction de mouvements qui serait imposée à la population de Mbo-Pouloubou
<p>Santé & Nutrition</p>	<p>Etat des lieux et problématiques majeures:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des cliniques mobiles sont organisées par Cordaid sur le site de l'ONG AFAPS : du 12 au 24 avril, 147 personnes ont été consultées. Les principales pathologies observées sont le paludisme, la diarrhée, les Infections respiratoires aiguës et les parasitoses. - En marge de la mission, l'OMS a fait une donation de médicaments à l'ONG Cordaid en vue de renforcer sa capacité de réponse aux besoins des populations déplacés à Alindao et environs. D'autres renforcements pourraient s'avérer nécessaires si les déplacements se poursuivent. - L'appui de Cordaid ne touche pas encore les déplacés hébergés dans les familles d'accueil à Alindao. Il y a besoin de mettre en place un mécanisme pour faciliter également l'accès de ces déplacés aux soins de santé ; - Un screening nutritionnel rapide effectué par Cordaid au sein des enfants déplacés regroupé au bureau de l'ONG AFAP n'a pas relevé de problèmes particulier de nutrition (à peine 6% de MAM). Toutefois, la mission relève le besoin d'assurer un appui alimentaire aux déplacés en vue de prévenir une dégradation de la situation. - <u>Présence des acteurs du secteur</u> : Cordaid est le principal intervenant dans la zone, avec une présence à Alindao et Mobaye. A Alindao, Cordaid met en œuvre un projet d'urgence financé par DFID, appliquant la gratuité ciblée pour les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et les cas d'urgence. Dans le cadre de ce projet, le partenaire appuie l'Hôpital d'Alindao et 5 Centres et/ou Postes de santé périphériques. A Mobaye, Cordaid met en œuvre le « Projet d'Appui au Système de Santé » (PASS) financé par la Banque mondiale suivant l'approche de financement basé sur les performances (Développement). 48 des 59 formations sanitaires que compte la Basse Kotto sont pris en charge par ce projet. Pour sa part, l'ONG AHA intervient dans la CS de Zangba avec un projet Santé-Nutrition financé par le FH. On note aussi le CODIS (Coordination diocésaine de santé) du Diocèse d'Alindao, en plein processus de redynamisation qui, à partir de Mobaye, a relancé les activités du Poste de Santé catholique de Zangba. Cette structure vient de réactiver également son équipe mobile qui a vocation d'offrir les soins de santé primaires à des populations enclavées. Cette équipe a récemment effectué sa première tournée dans un village nommé Kposengue (au bord du Fleuve Oubangui, dans la Sous-préfecture) : 160 consultations effectuées en 3 jours. Les patients paient 500 FCFA pour la consultation, mais les médicaments sont donnés gratuitement. Le responsable du CODIS (basé à Mobaye), son équipe mobile pourrait être mise à contribution pour répondre aux urgences médicales dans la zone ; mais cela nécessiterait des appuis conséquents en intrants. Pour l'instant, cette activité est organisée sans aucun appui extérieur. <p>Réponse en cours et/ou planifiée:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cliniques mobiles organisées par Cordaid en faveur des déplacés regroupés sur le site de l'ONG AFAPS ; - Un screening nutritionnel organisé par Cordaid sur le site AFAPS - Une donation de médicaments (OMS) et d'intrants nutritionnels (UNICEF) a été apportée à Cordaid en vue de renforcer sa capacité de réponse à la crise actuelle <p>Gaps : Pas d'accès aux soins de santé pour les déplacés hébergés en famille d'accueil à Alindao et dans les environs.</p>

	<p>Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Suivre de près les mouvements actuels et apporter des appuis supplémentaires conséquents en médicaments essentiels à Cordaid, et en intrants nutritionnels à l'hôpital et aux autres formations sanitaires; - Renforcer les cliniques mobiles dans les axes de concentration de déplacés, en dehors de la ville d'Alindao ; - Apporter une assistance alimentaires au déplacés en vue de prévenir une dégradation de leur situation nutritionnelle ; - Mettre en place un mécanisme pour faciliter également l'accès des déplacés hébergés en familles d'accueil aux soins de santé ; - Organiser la vaccination de routine au profit des enfants déplacés en vue de prévenir le risque d'épidémie.
Wash	<p>Etat des lieux et problématiques majeures:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le puits présent dans la concession de l'ONG AFAPS ne suffit pas pour répondre aux besoins des déplacés. Ces derniers vont également chercher de l'eau dans les quartiers environnants. Par ailleurs, l'analyse de la qualité d'eau du puits susmentionné et des ouvrages d'eau des quartiers environnants mérite d'être faite et des actions/réponses conséquentes envisagées. - Il y a par ailleurs besoin d'aménager des latrines supplémentaires dans cette concession. Pour l'instant tous les déplacés utilisent la seule latrine du bureau d'AFAPS. - <u>Présence d'acteur du secteur :</u> Aucun acteur Wash n'est basé dans la zone.
	<p>Réponse en cours et/ou planifiée : Un dispositif de lavage de mains mis en place par Cordaid sur le site d'AFAPS</p>
	<p>Gaps :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de l'eau et de latrines sur le site de regroupement d'AFAPs ; - Situation Wash dans les familles d'accueil pas bien connue pour l'instant.
	<p>Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aménager des latrines supplémentaires sur le site d'AFAPS ; - Evaluer la situation de Wash dans les quartiers d'accueil des déplacés et organiser la réponse conséquente
Abris & NFI	<p>Etat des lieux et problématiques majeures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le caractère brusque de déplacement est tel que beaucoup de déplacés disent d'avoir rien pu apporter avec eux. - Sur le site de l'ONG AFAPS les conditions d'hébergement sont très précaires : les femmes et les enfants sont regroupés dans un espace très réduits dans les locaux de cette ONG et dans un hangar en annexe ; tandis que les hommes dorment à l'extérieur sous un arbre et sous une bâche sommairement montée. En vue de désengorger ce site, les autorités locales avaient identifié deux bâtiments administratifs qu'elles étaient prêtes à mettre à la disposition de ces déplacés, mais ces derniers se sont montrés réticents à se déplacer vers les bâtiments en question, au motif qu'ils ne s'y sentiraient pas en sécurité. - <u>Présence d'acteur du secteur :</u> Aucun
	<p>Réponse en cours et/ou planifiée:</p> <ul style="list-style-type: none"> - ACTED RRM a procédé à une distribution de NFI en faveur de 256 ménages déplacés à Kpanga 4 et Mbo-Pouloubou (axe Mingala) le 26 avril ; - Le HCR s'est positionné pour une distribution de NFI en faveur des déplacés à Alindao-Centre ;
	<p>Gaps : ?</p>
	<p>Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organiser l'assistance en NFI en faveurs des déplacés dans les autres axes (notamment les axes Alindao- Bingui, Alindao-Tagbalet et Dimbi-Kembe).

Sécurité alimentaire	<p>Etat des lieux et problématiques majeures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les déplacés sont en majorité des agriculteurs, éleveurs ou des artisans miniers actuellement sans activité de survie. Ils vivent généralement de la solidarité communautaire ; - Pour les déplacés peuhls de manière spécifique, ils bénéficient aussi de l'appui du commandement de l'UPC (un bœuf ou deux mouton égorgé par jour + des montants variables pour achats des condiments). Cette assistance proviendrait, pour une bonne partie, de collectes effectuées auprès des commerçants locaux. La persistance de ce système est susceptible de créer des ressentiments au sein de la population locale à l'encontre de ce groupe de déplacés - D'une manière générale, il est fait état d'une augmentation des prix des denrées alimentaires de base (notamment du manioc dont la mesure est passée de 800 FCFA 1 200-1 500 par rapport au début de l'année. - <u>Présence d'acteurs du secteur</u> : COHEB, basé à Alindao, mène un projet de distribution de semences en partenariat avec FAO.
	<p>Réponse en cours et/ou planifiée : RAS</p>
	<p>Gaps : Pas d'acteur positionné pour une assistance alimentaire aux déplacés l'instant</p>
	<p>Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Organiser une assistance alimentaire en faveur des déplacés à Alindao et dans les axes environnants</i>
Education	<p>Etat des lieux et problématiques majeures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les activités scolaires sont totalement à l'arrêt dans la Sous-préfecture de Mingala suite à l'insécurité liée aux activités des groupes armés et à la fuite des élèves et des enseignants - Les déplacements actuels surviennent alors que l'année scolaire tend vers la fin ; ce qui risque de compromettre la scolarité des enfants déplacés ; - <u>Présence d'acteurs du secteur</u> : Caritas Alindao (une école d'urgence gérée à Alindao centre)
	<p>Réponse en cours et/ou planifiée : En partenariat avec l'UNICEF, Caritas Alindao tient une école d'urgence à Alindao. Cette école n'accueille pas encore les déplacés récents, mais Caritas considère la possibilité d'intégrer des derniers.</p>
	<p>Gap : Aucune action mise en place à ce jour pour l'encadrement des élèves récemment déplacés à Alindao et les axes environnants</p>
	<p>Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Voir la possibilité d'organiser l'encadrement des élèves récemment déplacés à Alindao et environs pour permettre de terminer l'année scolaire ;</i> - <i>Organiser des activités d'encadrement psychosocial des enfants non-scolarisés</i>

Accès

Etat des lieux et problématiques majeures :

- La mission a pu compter 3 barrières tenues pas des éléments de l'UPC entre Bambari et Alindao et 8 entre Alindao et Mobaye. Toutes ces barrières étaient systématiquement levées au passage de la mission. Lors d'une rencontre avec le leader de l'UPC dans la région, ce dernier a assuré la mission que les humanitaires peuvent mener leurs activités à travers toute la Basse Kotto sans aucune entrave de la part de ses éléments.
- Accès à la zone de Mingala : La voie partant directement d'Alindao est inaccessible aux véhicules suite au délabrement de ponts. L'accès à la zone se fait actuellement par un chemin détourné à partir du croisement de Tagbalet (15 km au Sud d' Alindao). Par rapport à la sécurité, l'accès au-delà de la localité de Pouloubou (60 d'km d'Alindao) est très aléatoire du fait de la multiplicité d'accrochages entre les groupes armés. Même le ComRégion de l'UPC basé à Alindao conseil l'extrême prudence aux humanitaires pour tous mouvements dans cette zone, en reconnaissant que son mouvement n'y maîtrisait pas totalement la situation.
- Par rapport à l'accès physique : la route est globalement en bon état de praticabilité. Le délabrement très avancé de certains tronçons (notamment au niveau de ...) pourront rendre les déplacements très difficiles en période de pluies.
- Concernant la piste de l'aérodrome de Mobaye où UNHAS menace de suspendre ses vols suite au manque d'entretien: la situation a été discutée avec les partenaires de Mobaye et les autorités lors de la réunion du Cadre de concertation (le 27 avril). Le Projet Londo a promis de voir la possibilité d'y mener une intervention (approche THIMO) très prochainement. Par contre, l'accès par véhicule à cet aérodrome (à partir de Mobaye) risque de devenir compliqué suite au délabrement continu de 4 ponts. Les autorités et les partenaires de Mobaye plaident pour une intervention sur ces ouvrages qui donne également accès à la Sous-préfecture de Zangba.
- Présence d'acteurs du secteur : Dans le cadre du Projet Londo, AGETIF RCA (organisation gouvernementale) organise des travaux de réhabilitation des routes (approche THIMO) dans la ville de Mobaye et les périphéries immédiates. Cette organisation a indiqué qu'elle pourrait également considérer d'intervenir, par la même approche, sur la piste de l'aérodrome de Bangassou.

Réponse en cours et/ou planifiée :

- Projet Londo : Des travaux d'entretien (THIMO) envisagés sur la piste de l'aérodrome de Mobaye (*à confirmer*)

Gaps : Pas d'acteur positionné pour la réhabilitation des 4 ponts délabrés sur la route qui mène à l'aérodrome et d'Alindao et vers Zangba.

Recommandations :

- *Au-delà de la Protection des civile, la présence de la MINUSCA dans la zone de Mingala pourrait également faciliter l'accès des humanitaires à la zone ;*
- *Plaidoyer pour la réhabilitation des 4 ponts délabrés sur la route menant à l'aérodrome de Bangassou et à Zangba.*

Quelques photos de la mission



Vue de déplacés dans les installations de l'ONG AFAPS



Donation de médicaments (OMS) à Cordaid à Alindao



Vue de participant à la réunion du Cadre de concertation à Mobaye